

Le Tombeau des Empires

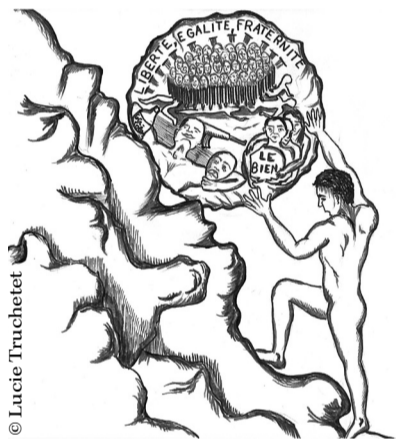
de Margaux Fouquereau et Thomas-Louis Novillo



suite pages 2-3

Notre démocratie est un totalitarisme moral

de Mélanie Laforestrie et Augustin Langlade



D'où vient cette intuition que nous évoluons à présent dans le moins pire des systèmes ? La démocratie, si proche de la morale, actualise sans cesse le corps de ses institutions, tout en pérennisant les valeurs qui la fondent. Sous l'égide d'une civilisation idéale, elle s'est constituée selon des principes qu'elle a proclamés naturels : parmi eux l'égalité, lorsque tout homme dans l'absolu en vaut un autre ; parmi eux la liberté, comme

l'abolition de toute contrainte qui ne nuit pas à autrui ; à travers elles, le culte du conflit, ou plutôt de la libre profusion de la parole, qui scelle le droit à la propriété, à l'opinion, à la laïcité – et l'unité du corps social dans les différences est scellée. Égalité des moyens, de l'instruction, des sexes, liberté de se mouvoir, de choisir, de pouvoir, toutes ces valeurs se mêlent dans la croisade contre les déterminismes. On trouve, dans les fondations de la morale...

suite page 3

Morality, a Legacy worth Preserving ?

by Sydney Heersink

It seems difficult lately to read a whole newspaper without finding an article describing the conservative party as the « preserve » of traditional American values. We are bombarded by this image day after day, but in reality what does it signify? Is this preservation really in the best interest of modern-day Americans?

Conserve comes from the latin root *conservare* which means to keep intact, preserve, or to guard. Therefore, it is only natural to assume that the conservative...

suite page 2

Patrimoine et esprit de marché

de Maud Barret Berteloni et Caterina Prever



La Parisienne : La muséification c'est bon pour la préservation du patrimoine non ?
La Palmyréenne : non, mauvaise idée...

Il existe actuellement un paradoxe dans la politique de conservation : afin de préserver notre patrimoine, nous le dénaturons. Tandis que nous voulions transformer certains biens communs en trésors de notre passé, nous en voilà expropriés. Le patrimoine n'est rien d'autre qu'un héritage partagé, un héritage symbolique qu'une communauté revendique afin de construire sa singularité. Des villes comme Florence ou Venise, fortes d'une identité de cité, se trouvent toutefois prises au piège de leur passé : ces chefs d'oeuvre de la Renaissance de...

suite pages 6-7

Peut-on changer la donne ?

Ce que les 195 États vont décider, du 29 novembre au 11 décembre à la COP21, c'est la prochaine ère écologique de notre planète, c'est la protection des biens communs de l'humanité, le climat, l'environnement, c'est l'expansion des énergies renouvelables, dont l'évolution déterminera pour des siècles celles de nos sociétés. Vous invitant à prendre part aux débats, La Gazelle interroge ce mois-ci deux grandes figures de la défense de l'environnement.

Dossier pages 4-5

Les papys du rock

de Servane Hardouin

« What a drag is getting old » entonne le jeune Mick Jagger dans *Mother's Little Helper*, en 1966. De cette voix rauque dont la nonchalance tend vers la douce impertinence, le chanteur des Stones résume le leitmotiv de toute une génération : le refus de vieillir. Cette peur de voir dans le miroir son visage se froisser peu à peu comme une feuille de papier, de voir sa peau se flétrir et ses traits se flouter, comme le reflet à la surface d'une eau trouble.

suite page 7

L'année 2015 s'est ouverte avec un premier numéro de *La Gazelle* dédié « à ceux qui avaient perdu la vie au nom de la liberté d'expression et de satire, à Charlie Hebdo ». Nous n'imaginions pas que l'année se terminerait dans le deuil d'une nouvelle hécatombe. Les attentats de Beyrouth et de Paris du 12 et 13 novembre ont brutalement interrompu le travail de notre rédaction et nous ont d'autant plus bouleversés, qu'ils maintiennent le pays dans un état d'exception. Les émotions suscitées sur le moment, les toutes premières réactions ont immédiatement été exprimées par nos rédacteurs. Il va sans dire que nous dédions ce numéro aux 173 personnes massacrées en un soir, aux blessés, à leurs proches.

Lire les réflexions page 8

Éditorial

Conservation

d'Augustin Langlade
et Mario Ranieri Martinotti

La pomme tombe et se fend dans sa chute, la moisissure la croque, elle fond dans l'humus. La nature intransigeante offre, absorbe, transforme, et ne conserve rien. Lorsque germe la nouveauté, lorsque le fruit prend forme, il n'est pas encore question de conserver. Au bout de la maturation, à l'amorce de la pourriture, il y a en l'homme, seul être conscient du dépérissement, comme une perception d'inconfort devant ce qui se perd, ou semble prêt à pourrir. S'il choisit de laisser la vie suivre son cours, il ignore la nécessité, en bon animal ; choisit-il de conserver, il s'embarque dans une course contre-nature, avec pour but d'enrayer la ruine, et pour moyen sa technique. Admettons que, se saisissant de la pomme, il la dispose sous cloche ; serait-ce alors contre-nature ? Absurdes, mais nécessaires à l'identité, ce sont de telles actions à rebrousse-nature qui fondent le patrimoine. La société, fichée par dessus la nature comme un terrain propice à la durée, investi d'immortalité, est un jeu ininterrompu entre ce qui se conserve et ce qui change.

Mais une fois la structure assemblée, quand bien même nous l'arrangerions avec des différences, nous sommes contraints de la conserver. Pour refonder les valeurs d'un régime, nous devons souscrire à sa destruction. Il n'y a plus d'alternative, nous devons détruire ou conserver : détruire, et jouir d'une structure nouvelle ; conserver, et s'abandonner aux concessions. Voici que la conservation prend sons sens contraignant, fasciste, totalitaire : conserver, c'est servir ensemble un ordre qui préexiste et nous survit. Ainsi la langue, comme le souligne un de nos rédacteurs, citant R. Barthes, « *obligé à dire* », selon des structures qui dépassent et soumettent le simple individu.

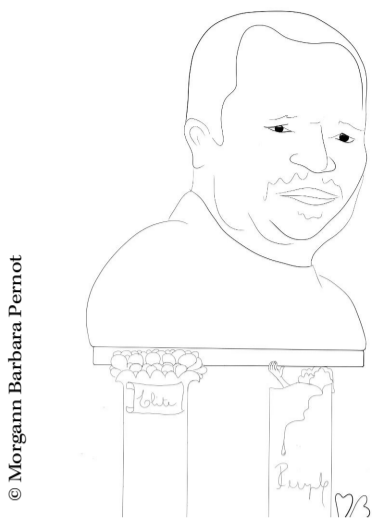
À en croire Giuseppe Tomasi, les systèmes sont en eux-mêmes des inerties ; la réforme ne consiste qu'à déplacer les meubles, et « *pour que tout reste comme avant, il faut que tout change* ». Mais lorsque l'idée de conservation prend une tournure morale, nous ne conservons plus par enthousiasme ; il est trop tard, la délibération morale s'en va nourrir des révolutions. Et notre monde mobile, n'est-ce pas celui de la révolution ? Les cultures, les racines, les langues, qui deviennent peu à peu les *realia* d'un monde mondialisé – poncif qu'on ne peut plus omettre –, sont brutalement maintenues sous cloches, tandis que les sociétés poursuivent leur irréparable évolution.

Frénésie démesurée, hémorragique, renversement des structures séculaires, dès que notre tournure morale s'est introduite dans la révolution mondiale, nous sommes en parallèle devenus les gendarmes de la conservation, imposant à la fois la nécessité de perdre, et celle de conserver, à l'échelle internationale, sans jamais craindre le paradoxe schizophrène de nos sociétés, qui tuent et embaument les mêmes corps. Assassins de l'environnement, malgré les avertissements de plus en plus nombreux de la communauté scientifique, parviendrons-nous à inverser la courbe du réchauffement afin d'assurer la conservation des espèces parmi lesquelles figure illustrement la nôtre ? C'est ce qu'espèrent Jean Jouzel et Fulco Pratesi, tous deux interrogés par nos rédacteurs.

Elle-même menacée par l'extinction des espèces animales et par la mondialisation, *La Gazelle* embrasse les espoirs du prix Nobel de la paix et du fondateur du WWF Italie. Cet expressif et libre exposant de la faune médiatique vaut la peine d'être conservé. Concluons cette première année d'existence de *La Gazelle* par un souhait : qu'elle ait encore et pour longtemps de belles saisons devant elle – et d'autres petits faons, qui sait ?

Paul Biya, un Machiavel africain

Crainte, division, corruption, trois préceptes notoires pour un règne à la longévité quarantenaire.



© Morgann Barbara Pernot

Parmi les dirigeants africains ayant incontestablement le mieux suivi (et appliqué) les leçons de Machiavel, on trouve le président camerounais Paul Biya (Popol pour les intimes), qui conserve amoureusement son cher et tendre pouvoir depuis bientôt trente-trois ans. Avec la même habileté dont il a fait preuve depuis son accession au sommet de l'État, ce Prince aguerri semble tout à fait parti pour fêter ses noces d'Émeraude avec Madame Démocratie, qui a su lui rester fidèle. Mais quels

sont donc les secrets et les mécanismes de sa conservation ? Y a-t-il d'autres acteurs, plus discrets, qui profitent de celle-ci ?

À son arrivée au pouvoir, le 6 novembre 1982, Paul Biya paraît être un président faible, effacé et discret. Mais il s'avère que le « roi-lion » est plus rusé qu'il en a l'air, et parvient ingénieusement à appliquer la neuvième leçon de Machiavel. En bref, il constitue d'abord autour de lui une « coquille ethnique », composée de Betis (son ethnie, parmi environ 250 différentes). Dès 1984, il place ses membres à tous les postes stratégiques du pays. Ensuite, et même si le Cameroun est officiellement une « démocratie », Popol ne voit absolument aucun problème à maintenir un parti unique et ériger un régime autoritaire emprisonnant des individus pour leurs idées politiques, (comme en décembre 1985, les 14 dirigeants de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), qui avaient eu le malheur de retirer leur soutien lors de son accession à la présidence). Par l'appropriation d'une administration, d'une police et d'une armée entièrement à sa solde, et par le musèlement de l'opposition, le dirigeant africain réalise une prouesse machiavélique : être craint par son peuple et aimé par ceux qui l'oppressent.

Tel est le premier secret de sa longévité.

Autour du « roi-fainéant » se constitue peu à peu un vaste réseau mafieux. De hauts responsables de l'administration détournent des fonds publics, et organisent des activités criminelles (comme l'exploitation illégale de bois) en toute impunité. C'est ainsi qu'en 2005, le Cameroun est classé en tête des pays les plus corrompus du monde. Apparue dès l'époque coloniale, la corruption entretient le pouvoir en se plaçant à deux échelles. À l'échelle du pouvoir tout d'abord, elle permet aux dirigeants politiques et militaires de protéger leurs intérêts, tandis qu'à l'échelle économique, de manière plus subtile, l'économie criminelle et la mauvaise gouvernance ont un impact décisif sur les performances du pays. La Commission nationale anti-corruption (peut-être elle-même corrompue) estime qu'environ 2,8 milliards d'euros de recettes publiques ont été détournés entre 1998 et 2004. Ce gigantesque manque à gagner traduit l'effroyable corruption généralisée régnant dans le pays. Elle y est devenue un véritable moyen de survie pour les populations et même une norme comportementale, à tel point que certains n'hésitent pas à entreprendre un recours en justice lors-

qu'un contrat de corruption n'a pas été respecté. L'individualisme et la cupidité qui animent les braves dirigeants camerounais ont contaminé l'ensemble de la société civile dans laquelle se mène une guerre de chacun contre chacun, avec pour seul objectif de vivre décemment. Le Prince camerounais a encore une fois bien appliqué la leçon : « *Divise et règne* ».

AVEC LE SOUTIEN DES ENNEMIS DU PEUPLE, IL CONSERVE SON POUVOIR

La troisième et dernière leçon est plus spécifique aux « anciennes » colonies. La France a de nombreux intérêts économiques au Cameroun, cela va sans dire. Ce dernier constitue un marché très lucratif, abritant 200 entreprises et filiales de ressortissants français (dans les secteurs de l'énergie, du BTP, de la banque, des télécommunications, du bois...), en situation de monopole ou d'oligopole. Dans cette situation, la France mène une politique schizophrène. Tout en

Morality, a Legacy worth Preserving ?

The melting-pot exists : it describes traditional American values.

(suite de la première page) party charges itself to keep intact or guard American values. Upon analysis of the conservative party's platform, it becomes clear - almost instantly - that in their eyes these values are dictated by the Christian religion. However, when the items that are being preserved are based on a fundamental misconception of American history, problems are bound to occur.

TIME TO REBUILD THE TRUE VALUE OF AMERICAN POLITICS

In the United States today, Christianity has become synonym with the belief system of the founding fathers. This is in fact quite interesting when you consider the fact that many of these gentlemen were quite the opposite. This is best seen through the eyes of Thomas Jefferson, the main author of the constitution, in a letter to John Adams. "The day will come when the mystical generation of Jesus by the Supreme Being in the womb of a virgin, will be classed with the fable of the generation of Minerva in the brain of Jupiter. (...) But we may hope that the dawn of reason and freedom of thought in these United States will do away with all this artificial scaffolding..."

In Jefferson's eyes, the goal was not to create a Christian theocracy, which is so yearned for by a large part of the American population today, but instead a country built on religious freedom, tolerance, and appreciation. In other words, morality. A place where those who believed in no god, one god, or even six gods could live together - equally. This is actually quite ironic when you consider that many of these same people consider an Islamic theocracy so repulsive.

Now, if your brain works anything like mine does - the next question you'll be asking is, but Sydney isn't that version of

The United States too utopian? Aren't the fundamentals of religion created so that those three people could not sit down together and agree?

Dear friends, it is in this question that we find what I consider to be the heart and the true value of American politics. This value does not come from being "free" or aspiring to be "Les Gendarmes du monde" as I have become accustomed to hearing during my time in Europe, but this value comes from something much deeper.

There is a reason that the term "the melting pot" exists. It exists to describe a country built on the foundation that it is unjust, immoral, and quite frankly wrong to impose your belief on another person. It is immoral to create an atmosphere where a child spends an hour of their Sunday morning reciting Bible verses despite knowing what they mean. It is immoral to consider that a young woman's role is first and foremost to be the support of her husband and on top of that tell her that a man is entitled to make choices about her body. It is immoral to qualify the love of two people as disgusting because it does not satisfy our personal image of marriage. And finally, it is immoral that today, if you are living under the poverty line, paycheck to paycheck, it is automatically your fault because you just couldn't work hard enough to create your 'American Dream.'

Therefore, instead of trying to preserve these "traditional American values" - brought by one point of view - let us aspire to do more. Let us aspire to do better. I challenge you today to protect "traditional morality". No matter where you live. Values can always change, but the morality that respects diversity and the individualism should last for centuries. It is in preserving morality, not the values that belittle human beings, that we can leave our mark on history. The mark of a generation willing to sit down and have lunch with the person that is, in every way, our opposite. That, that is a legacy worth preserving.

Sydney Heersink

Que reste-t-il de nos liens avec le Tombeau

de Margaux Fouquereau et Thomas-Louis Novillo

Mercredi 31 décembre 2014 : le dernier soldat français s'envole des montagnes afghanes en direction de Paris. Après treize ans de présence et 89 soldats tombés, l'armée française se retire enfin d'un pays qu'elle connaît bien. Que reste-t-il des liens privilégiés entre l'Hexagone et le « Tombeau des Empires » alors que notre pays était noyé au sein d'une coalition internationale de plus de quarante pays ?

Quand on parle des liens historiques qui unissent la France et l'Afghanistan, il est tout aussi naturel de parler de la francophilie afghane. En effet, en 1921, le roi réformateur Amânlâh, par méfiance envers ses deux voisins impériaux, Russes d'Asie centrale et Britanniques aux Indes, se tourne pour la première fois vers Paris pour former sa future élite. Il y envoie le prince héritier Hedâyatollâh Khân et quarante-quatre garçons de la noblesse pour étudier au lycée Michelet, tandis que le futur roi Zâher, alors fils de l'ambassadeur afghan à Paris, va poursuivre ses études au lycée Jeanson-de-Sailly jusqu'en 1929. C'est à la même époque qu'ouvrent ses portes, à Kaboul, le lycée pour garçons le plus prestigieux du pays, baptisé alors collège Amâniya (du nom du monarque) et le premier lycée franco-afghan pour filles, Esmat (« pureté »), le futur lycée Malâlâi. Le français devient ainsi, pour plus de cinquante ans, la langue étrangère privilégiée de l'élite afghane.

L'Afghanistan royal des années 1960 apparaîtrait alors comme l'unique pays au monde encore sensible à la mouvance francophone sans avoir jamais, historiquement, appartenu à l'espace politique d'une forme quelconque de pouvoir ou de domination directe ou indirecte de la France. La langue française, en quelque sorte politiquement affranchie de tout souvenir colonial, affirme à Kaboul sa vocation universelle de culture. Elle est pour Massoud, le Lion du Panjshir, l'unique apprentissage de la civilisation occidentale, qu'il n'entrevoit jamais qu'à travers sa scolarité au lycée français de Kaboul, l'école de l'élite. Les années d'adolescence de

Massoud voient les relations culturelles de Kaboul se resserrer plus encore avec la France. En 1964, le roi sollicite les avis de juristes français pour sa nouvelle constitution, et l'année suivante, il se rend à Paris à l'invitation du président de Gaulle, en vue de ratifier un nouveau projet d'accord de coopération culturelle et technique.

En mai 1968, tandis que les pavés frondeurs volent de l'autre côté du monde, à Paris, Ahmad Shâh Massoud et ses camarades écoutent dans un silence admiratif Georges Pompidou annoncer officiellement la donation prochaine, par la France, d'un nouveau bâtiment moderne, pourvu d'infrastructures scientifiques : ce sera le centre culturel français, qui ouvre à Kaboul en 1970. Toujours dans le domaine culturel, il faut souligner l'importance du lien franco-afghan dans le domaine de la conservation du patrimoine. En 1922, la fondation de la Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) voit le jour. La mission principale de cette délégation est de réaliser des opérations archéologiques franco-afghanes pour une meilleure compréhension et connaissance du passé de l'Afghanistan. Malgré une fermeture temporaire pendant les heures sombres de l'Afghanistan, la DAFA rouvre en 2002 et les programmes Bactres, Al-Ghatâ ou les fouilles de Bamiyan témoignent de son dynamisme. En outre, sa bibliothèque est l'un des centres documentaires les plus considérables en matière d'histoire de l'Asie centrale.

Au-delà des domaines éducatif et culturel, il en est un autre qui a marqué affectivement et durablement le cœur des Afghans : l'humanitaire. En effet, c'est à partir de l'invasion soviétique de 1979,

dénonçant la mauvaise gouvernance camerounaise et son incapacité à atteindre les objectifs fixés par le Fonds Monétaire International (FMI) (par exemple, la réduction de la corruption), elle laisse sa sphère privée trouver au Cameroun son terrain de jeu favori, car les Camerounais sont facilement exploitables ; une aubaine. La société civile, peu développée et structurée, ne peut qu'exercer un faible « contre-pouvoir » à l'égard des sociétés françaises. En 2009, un diplomate français admet même que les entreprises ont mis en place « un jeu pour préserver leurs intérêts », au mépris des règles de la concurrence. À titre d'illustration, Cimencam (filiale de Lafarge spécialisée dans la production de ciment), aurait d'ailleurs fait échouer l'implantation d'une société coréenne, qui aurait mécaniquement fait baisser le prix, très élevé, du ciment. Le pouvoir décisionnaire en économie n'appartient donc pas au gouvernement, mais aux sociétés elles-mêmes. Et, tant qu'elles livrent des pots-de-vin, la Nomenklatura s'en satisfait. Ainsi, Biya, en laissant la mainmise sur l'économie à la France et à d'autres puissances, a su aller encore plus loin que la leçon machiavéenne. En s'assurant le soutien des ennemis du peuple, il conserve

in fine son pouvoir. Le problème, avec le peuple, c'est que le fidéliser demande de la volonté et des compétences gouvernementales. Lorsque vous n'avez ni l'un ni l'autre, il est plus simple d'aider des gens puissants dont les intérêts convergent avec les vôtres.

De ce fait, la longévité de la présidence de Biya repose sur la conservation d'une élite politico-économique, d'une société volontairement maintenue dans la précarité (40 % des ménages vivant sous le seuil de pauvreté) et de deux chiens de garde, l'un policier, l'autre militaire. Face à cette inertie, le véritable espoir de changement repose sur la jeunesse camerounaise. Une jeunesse révoltée, meurtrie, défiante et perdant progressivement espoir. Cependant porteuse de renouveau et de changement, elle est la seule à pouvoir renverser l'ordre actuel. Cela dit, soyons réalistes. À la mort de Biya, une bataille du pouvoir se jouera sûrement entre les barons du partis, et seul le plus machiavélique sortira gagnant et fera perdurer la situation actuelle. La lutte entre Anciens et Modernes est, pour le moment, en faveur des premiers. Ils savent conserver les intérêts des plus forts.

Franck Nguetsop Melaga

des Empires ?



que l'aide et la coopération françaises prennent un nouveau visage. Que dire de ces Français attentifs aux catastrophes humanitaires à travers tout le pays, qui partent aider et soulager, là où ils le peuvent, les souffrances civiles ? Des chevauchées héroïques de ces médecins et bénévoles – inspirées de l'esprit de Joseph Kessel dans *Les cavaliers* –, des franchissements de cols de 4000 mètres depuis la frontière pakistanaise pour aller soigner et monter des structures hospitalières de Médecins du monde ? S'il est un nom que les Afghans connaissent, c'est celui de Bernard Kouchner. Nul doute que le capital de sympathie dont jouit aujourd'hui la France en Afghanistan trouve racine dans l'action de ces ONG françaises, des « French Doctors », présents dans ce pays même aux heures les plus noires.

Témoignage de ces liens indéfectibles, la réouverture de l'ambassade de France à Kaboul en février 2002. Ce fut l'une des toutes premières chancelleries à le faire,

permettant une reprise des échanges diplomatiques, trois mois après la chute du régime taliban. Et pourtant, l'intervention française au sein de la coalition de l'ISAF (International Security Assistance Force) gomme la spécificité de la longue amitié entre nos deux pays. A fortiori, la dégradation de la situation sécuritaire et les mesures de protection et d'intervention ont transformé nos échanges et réduit le soldat français à un militaire anonyme au sein des forces internationales. Même dans les zones dites françaises comme la Kapisa ou Surobi, les Afghans savaient bien que le pilotage restait américain. Bien que la France ait été le premier pays à signer un traité d'amitié et de coopération sur le long terme avec l'Afghanistan en 2012 et si le mot France a toujours une saveur particulière chez les Afghans, ils sont aujourd'hui très suspicieux et désenchantés envers les Occidentaux, nous y compris. La bataille pour « gagner les cœurs et les esprits » reste ouverte. ■

Démocratie, un totalitarisme moral ?

de Mélanie Laforestrie et Augustin Langlade

(suite de la première page) démocratique, le concept de corps : lorsque le dualisme millénaire prit fin, rien ne put distinguer les hommes, qui n'étaient plus que des corps sans âme. Ainsi, l'unité démocratique implique que l'élite gouvernante, l'âme, soit absorbée dans le corps du régime : nous avons fait corps avec la démocratie.

Dans l'abondante critique des organisations démocratiques, a-t-on jamais trouvé négation de ses valeurs ? Serait-ce la preuve que nous avons intégré ses principes et que, devenus la chair de notre morale, les attaquer reviendrait à nous condamner nous-mêmes ? Notre société stipule que la démocratie est un outil idéal pour parfaire nos valeurs. Elle s'enorgueillit de cette recherche méliorative qui animait les penseurs des siècles qui la précèdent, discutant, révisant, refondant toujours un bien provisoire. Cependant, la structure de la démocratie fut coulée dans un moule immuable de liberté et d'égalité ; elle est devenue la source à la fois conservant et générant un Bien unique, l'ossature morale de l'individu.

Nous savons que la morale est une combinaison d'éléments extérieurs, ayant posé leur empreinte à l'intérieur de l'individu. Dès lors, si la démocratie génère une morale, son peuple qui fait corps avec elle en sera subjugué. De ce tronc commun de valeurs, les institutions sont les rameaux, et cette morale individuelle, dont nous croyons avoir la maîtrise, n'est que son imitation. Ainsi, tout procès des institutions repose sur un jugement moral instigué par la démocratie elle-même. Lorsque nous critiquons l'école publique, attaquons-nous jamais l'instruction universelle ?

Nous disons que la morale naît du régime ; que le régime génère des valeurs fondamentales délibérément vagues ; vagues, en ce qu'elles ne sont ni codes, ni traditions, mais concepts (liberté, égalité, droit de parole...) ; ces concepts incarnent une armature mentale du Bien, sans aucune définition exacte, et c'est en interprétant ce bien que nous croyons exercer notre libre-arbitre. Cette ossature d'idéaux sans chair se révèle pourtant inapplicable dans le réel – dois-je réprimer le racisme selon l'égalité des hommes, ou dois-je l'écouter selon la liberté de parole ? À toute époque ses morales, celles des religions, des ordres, des milieux ; à la nôtre, celle d'un régime sans alternative qui s'est constitué en idéologie.

Nous sommes dans un totalitarisme de la pensée. Ainsi, il existe nécessairement un mouvement des masses. Notre population, si divisée dans ses opinions, n'a-t-elle pas prouvé son unanimité face au terrorisme ? Ces vastes couches de gens neutres, indifférentes à l'intérêt commun, ne se découvrent-elles pas un appétit d'organisation politique lorsque le Bien souverain est attaqué ? Pour comprendre une civilisation, envisagez ses discours emblématiques. C'est autour de ces fétiches rhétoriques que se totalisent les masses ; ce sont eux qui traduisent et inspirent le Bien vers lequel tendent sourdement les masses, le Bien qui ne sera atteint que, comme le disait Martin Luther King en 1963, « lorsque le champ des inégalités sera définitivement aplani ».

Notre terreur morale n'est pas une crainte consciemment affiliée au régime ; elle est une angoisse individuelle de n'être pas totalement assimilé à la conscience démocratique. Régime de terreur, lorsque notre droit constitutionnel, source de toute autorité et traduction de la morale démocratique, prétend « obéir rigoureusement et sans équivoque à ces lois de la Nature et de l'Histoire dont toutes les lois positives ont toujours été censées sortir » (H. Arendt, *Le système totalitaire*) ; lois naturelles, légitimes, dont nous ne comprenons plus l'aspect répressif. Souffrant ainsi l'angoisse et l'imposant aux autres, nous « jouons le rôle de bourreau et de victime de la morale » (ibid). La morale tourne

enfin en dénonciation personnelle : ce désir maladif de confession, d'inculper son propre esprit, cette faconde intarissable à la recherche de vérités, ce sont ces impératifs qui représentent l'encerclement moral des masses.

Comme tout totalitarisme, la démocratie a su mêler des charmes à ses voies d'expression. Une affiche de propagande stalinienne classique, grâce aux émotions suscitées et à son esthétique, nous mène explicitement vers l'idéologie : celle d'un corps d'individus allègres unifiés devant le petit père du peuple, le Kremlin, l'étendard communiste, etc. Une publicité occidentale classique nous mène explicitement à l'achat d'un produit ; cependant, ce sont des mises en scène de comportements démocratiques qui nous poussent à l'acheter. Le signifié d'une publicité Coca-Cola, c'est l'achat du produit. Le signifiant, ce sont le choix, la liberté, la singularité dans l'égalité. La démocratie s'achète avec une bouteille de Coca-Cola. À chaque totalitarisme sa propagande. La nôtre, sommairement caractérisée par *ce qui est dit*, mais considérablement caractéristique par *la manière de le dire*, demeure insoupçonnable, infestant toutes les classes, tous les médias, tous les domaines de l'existence. Elle est la plus aboutie des propagandes totalitaires.

Notre terreur est totale, puisqu'elle nourrit ce qui conduit la pensée : une morale. Puisqu'elle est la pensée, elle dicte l'existence, aménage le champ de l'action, légifère, bâtit et corrige les institutions, intègre toutes les dimensions de la société d'une manière si invisible, qu'elle « devient indépendante de toute opposition » (ibid). À ce terme d'opposition, on attribue les droits de parole, d'opinion et de leur libre confrontation, qu'actualise en apparence un État de partis, dont le contraste avec les monolithes totalitaires était si cher à R. Aron. Mais ces partis politiques, même s'ils paraissent, dans leurs extrémités, remettre en cause le régime, persistent de manière univoque à défendre des intérêts propices à la morale démocratique. Le monopole des États de partis se situe dans les valeurs qui guident les partis : la démocratie est leur employeur à tous. Peut-on encore parler d'opposition dans une acception qui ne soit pas travestie ?

Dans l'Athènes démocratique, dont nous pensons hériter le système, l'égalité civique du droit de parole, qui définissait le politique, offrait à chaque citoyen la possibilité de faire prévaloir son opinion sur celle des autres, car les paroles en elles-mêmes ne se valaient pas, et pouvaient tout à fait exprimer une vérité absolue. Dans notre démocratie, l'égalité de parole n'est que la conséquence du nivellement des individus. Il est évident que notre égalité n'est plus seulement politique, mais biologique, identitaire. Les opinions ne sont ni vraies, ni fausses, elles sont les voix de chaque subjectivité, ne pouvant plus prétendre au domaine commun. Nous sommes passés de la vérité à la vérité personnelle, *ma* vérité. Ce qui importe à la politique, c'est une médiane où suspendre la majorité, un juste milieu conciliant les doutes du plus grand nombre, reléguant cet absolu invalide et illégitime.

Les valeurs de la démocratie étant et la source et la fin de l'action, étant l'architecture de notre perception du monde, avec pour contreforts la publicité, les partis, la confession et la terreur, ce qui était une quête du bien est devenu un bien fondé. En conservant notre morale démocratique, nous ne ferons que déplacer les meubles des institutions, jusqu'à nous rendre incapables de concevoir un nouveau régime. Nos sociétés sont ainsi portées à un nouvel enjeu : en renonçant à penser le monde selon un paradigme démocratique, il est plus que jamais nécessaire de réfléchir à nos systèmes sous un angle critique, quitte, en définitive, à y retourner librement après examen, mais désabusés, mais grandis. ■

Le voulons-nous ?

Enjeux et voies d'une prise de conscience.

En matière de transition énergétique, la COP21 ne saurait faire surgir du néant un nouveau modèle. Elle est ainsi en outre motivée par la préservation des énergies fossiles, entre pétrole, charbon et gaz. Le prolongement du modèle énergétique actuel, que l'on sait épuisable, devrait permettre de le supplanter progressivement, et à terme intégralement, par des énergies renouvelables. Pour cela, la première condition semble être de lutter contre le gaspillage énergétique, et donc de modifier son mode de consommation. Or, s'il semble que chacun se donne bonne conscience dans un mouvement global à l'heure de la COP21, il n'y a toujours pas d'engagement véritable au-delà de velléités. Pourtant, faire le choix de conserver son mode de consommation à l'échelle individuelle, c'est refuser de participer à la transition énergétique et l'entraver.

Pourquoi la majorité de la société n'est-elle pas prête sur le long terme à modifier son mode de consommation ? Il semble que la transition énergétique ait valeur de contrainte sur la société. En effet, elle implique que nous nous détachions d'un mode de consommation fondé sur un vaste choix, qui nous donne une illusion de liberté. Les motivations pour le conserver sont aussi bien esthétiques que pratiques. Ainsi, pour orienter notre choix, nous étudions le design d'un objet ainsi que sa disponibilité immédiate pour optimiser notre temps. Si le modèle actuel fonctionne et nous garantit une forme de liberté, comment décider de le bouleverser ?

Les supermarchés bio ou plus récemment les boutiques « zéro déchets » témoignent d'une volonté réelle mais dispersée de changement au sein de la société. Les intéressés adaptent leur mode de consommation parce qu'ils se sont appropriés le thème de la transition énergétique, sans y voir une contrainte. Ils ont leurs propres intérêts, qui peuvent être partagés par de nombreuses personnes : faire attention à son budget, privilégier une alimentation de qualité, revenir à des rapports locaux plutôt que rester dans l'anonymat d'une grande surface, ou bien même s'intéresser à un mode de vie alternatif. Le consommateur atteint ici un plus haut degré de liberté que la liberté factice octroyée par l'abondance, parce qu'il modifie ce qu'il veut être après avoir appréhendé lui-même la situation.

Le principal problème, c'est que le dérèglement climatique apparaît comme une échéance suffisamment lointaine pour ne pas devoir bouleverser ce mode de consommation qui nous convient très bien. Nous sommes au pied du mur seulement parce qu'on nous l'annonce : nous ne ressentons pas personnellement l'urgence du dérèglement climatique. Il n'impacte pas notre mode de vie. Il ne réveille pas notre instinct de survie. Il n'y aura donc pas de changement radical de notre part contre la conservation du modèle actuel. Pour le remettre en cause, il est alors nécessaire qu'une prise de conscience globale se développe et s'impose en son sein même. Pour cela, la transition énergétique doit être appréhendée et comprise individuellement.

Bien sûr, ce processus de prise de conscience personnelle est lent, trop lent. Il faut certes que chacun puisse s'approprier le thème de la transition énergétique ; mais celle-ci a besoin d'être encadrée légalement par des initiatives, qui sont dans leur domaine d'application radicales. En effet, elles peuvent paraître insignifiantes face à un défi d'ordre global, à l'image de l'interdiction des sacs plastiques à usage unique aux caisses des supermarchés français à compter du 1er janvier 2016, ou encore la disparition de la vaisselle en plastique jetable d'ici 2020. Cependant, ces mesures balisent une à une un changement progressif de consommation et contribuent à ancrer la transition énergétique dans la société. Effet boule de neige escompté.

Dans cette logique, la COP21 doit être l'accélérateur d'une prise de conscience collective. Nous devons mettre fin à un système de velléités et exprimer chacun notre volonté, ferme, engagée. Le défi est donc d'éprouver notre capacité à nous unir. La COP21 fait suite à la tempête brutale des attentats du 13 novembre, après laquelle chacun se relève. C'est un de ces moments tristement fédérateurs dont il faut profiter pour créer quelque chose de commun, tourné vers l'avenir, et ne surtout pas reprendre nos vies « comme avant ». Voulons-nous montrer que l'humanité dans toute sa diversité reste une ? Alors la COP21 est le signal à ne pas manquer pour le prouver.

Laura Astier

Transition énergétique : peut-on enco

Lundi 30 novembre s'ouvrait à Paris la vingt et unième conférence des parties de la CCUNCC, ou COP21. Elle va tenter un tour de force : réunir des scientifiques, politiques, militants, pour prendre les engagements qui lanceront les économies du monde sur la voie de la transition. Les engagements pris par cette conférence risquent d'être masqués par ceux, non moins brûlants, des attaques du 13 novembre, il nous faut donc réfléchir à la transition (révolution?) globale que doit permettre de lancer la COP21. Deux axes d'action : la limitation du réchauffement à 2 degrés, et la limitation de la consommation à 1750. C'est un défi titanesque que d'espérer unir les intérêts de 195 pays autour d'un tel sujet. Dans notre dossier, nous allons comprendre les éléments, les points de tension, les paradoxes, et les possibles solutions de la transition énergétique. Ce mois-ci, Jean Jouzel, le GIEC a reçu le prix Nobel de la paix, et Fulco Pratesi, fondateur du WWF Italie, répondent aux questions de nos rédacteurs.

Interview de Jean Jouzel



Jean Jouzel est glaciologue et climatologue. Vice-président du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) et directeur de recherches au CEA, le CNRS lui décerne en 2002 sa médaille d'or, plus haute distinction de la recherche scientifique en France. En 2007, avec le GIEC, il reçoit le prix Nobel de la paix. Il est l'auteur de plus de 200 publications dans des revues scientifiques de série A, et notamment « Défi climatique » (éd. Dunot).

Pourriez-vous rappeler à nos lecteurs quelles sont les observations principales du dernier rapport du GIEC ? Qu'ont-elles de nouveau ?

Les conclusions du dernier rapport sont claires : les activités humaines ont aggravé le phénomène de réchauffement, à travers l'émission de quantités de composés, en majorité carbonés ou fluorés. Les quantités rejetées depuis 1990 sont comparables à celles rejetées entre 1750 et 1970. Elles se traduisent par une augmentation de la quantité de chaleur disponible sur la planète, et ainsi par un réchauffement climatique. Notre dernier rapport met fin à l'équivoque sur le réchauffement. 2014 et 2015 seront les années les plus chaudes jamais enregistrées. La fonte des glaces est un des meilleurs témoins du réchauffement, qu'il s'agisse de glaciers continentaux ou de calottes glaciaires. Depuis 20 ans, les fontes au Groenland et en Atlantique Ouest contribuent largement à l'élévation du niveau de la mer.

Ce que le dernier rapport du GIEC a de nouveau, c'est l'identification plus précise des causes. Entre 1850 et nos jours, un réchauffement de sept dixièmes de degré est expliqué par le développement des activités humaines. Sur la même période l'effet combiné de l'activité solaire ou volcanique ne représente qu'un dixième de degré. Si l'on continue sur la lancée actuelle, le GIEC prévoit une hausse totale de 4 à 5 degrés d'ici la fin du siècle, ce qui rendrait une partie de la planète inhabitable.

Le GIEC parvient de mieux en mieux à identifier les causes du réchauffement. Quelles sont les principales politiques de la COP21 pour s'attaquer à ces causes ?

Les facteurs d'augmentation de l'effet de serre les plus importants sont la production d'énergie (85%) et la déforestation (10%). Les pratiques agricoles, qui rejettent en outre du méthane et du protoxyde d'azote, suivent de près. Or, l'agriculture et la production d'énergie sont parmi les plus grands consommateurs de combustibles fossiles. Ce sont ces modes de production qu'il faut réformer en priorité : si l'on consomme au-delà de 20% des réserves en combustibles fossiles disponibles, il sera de plus en plus compliqué de contenir le réchauffement. Le but de la COP21 n'est pas d'imposer des limites d'utilisation de ces ressources ; c'est de centraliser les propositions des pays signataires pour contenir le réchauffement. L'intérêt de cette nouvelle démarche participative, c'est que plus de 160 pays ont apporté des contributions, via des comités scientifiques et associatifs. Le tout reste de savoir si ces propositions se changeront en engagements, qui viendront à l'issue de la conférence.

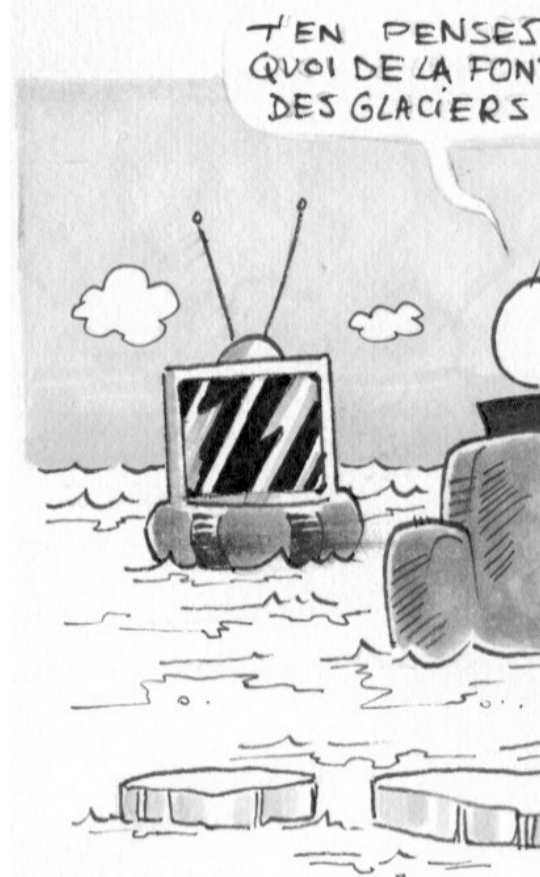
Mais les propositions en l'état actuel ne sont pas suffisantes. Pour avoir une chance de limiter le réchauffement à deux degrés, le 0 étant placé au début de l'ère industrielle vers 1750, il faudrait doubler nos ambitions. Cela ne se passera probablement pas à Paris. La démarche participative a aussi ses inconvénients : les engagements seront sûrement moins audacieux que s'ils étaient imposés verticalement. Il faut une clause de révision des engagements, qui permette aux États de revoir leur politique après quelques années d'essai, par exemple d'ici 2020. Cela permettrait de rassurer les acteurs économiques et les États sur leur capacité de s'engager. Il faut aussi que la COP organise les transferts de technologies nécessaires, et lance au plus vite des mesures comme le prix du carbone. Troisième critère : les pays développés doivent tenir leur engagement d'aider les pays en voie de développement. Mais il ne faut pas non plus être naïf : la COP21 seule ne changera pas la donne.

Le GIEC est un exemple de coopération internationale extrêmement efficace dans la recherche d'un diagnostic ; peut-on espérer la même efficacité dans la recherche d'un remède par la COP21 ?

Il faut l'espérer. La communauté internationale est capable de s'entendre sur de nombreuses positions communes. Il faut donc une réelle solidarité internationale. D'une part parce que les États déjà engagés doivent trouver un terrain d'entente ; d'autre part parce que les pays en voie de développement auront besoin d'aides, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards de dollars pour résister aux changements économiques à venir. Le problème climatique devrait conduire les pays à s'unir en une vraie gouvernance mondiale. Le fait que tant de pays soient présents à Paris est un signe bien sûr encourageant, mais il faudra une vraie solidarité internationale pour trouver une solution globale.

Jean Tirole soutient que l'attribution d'un prix au carbone, en lui ouvrant un marché, lancerait les entreprises dans la voie de la réforme de leurs modes de production. Est-ce que de telles mesures seraient suffisantes pour lancer le mouvement d'ici 2020 ?

Bien sûr, donner un prix au carbone est un outil performant, qui pourrait permettre de passer rapidement à un système de satiété énergétique, et sortir d'ici 2050 de l'addiction aux combustibles fossiles. Mais plus que d'une adaptation du modèle de production, c'est un véritable changement de société dont nous aurons besoin, notamment du point de vue de la consommation d'énergies. En France, les comportements domestiques (transport,



alimentation, etc.) englobent la moitié des émissions de chaque individu. Adopter des comportements quotidiens, c'est s'attaquer à l'un des plus gros foyers de consommation d'énergies et d'émission de polluants. La sobriété et l'efficacité énergétiques peuvent passer par des comportements anodins, en particulier l'isolation des habitations, ou la promotion des transports en commun. Les consommateurs ont besoin d'avoir conscience du réchauffement, et de se sentir concernés par l'urgence. Sinon, ils n'auront rationnellement pas d'intérêt à réduire le réchauffement.

Dans une interview au Monde, vous soutenez que la transition aurait dû être lancée il y a une vingtaine d'années, quand le GIEC commençait à rendre des conclusions de plus en plus alarmantes. Et si c'était déjà trop tard ?

C'est presque trop tard ! Le NCAR (National Center for Atmospheric Research) pose comme limite l'année 2020 pour infléchir les émissions de carbone. Cette limite dépassée, il sera impossible de rester à long terme sous la barre des 2 degrés de réchauffement. Nous sommes dans l'urgence. Il aurait été beaucoup plus efficace de prendre des mesures il y a vingt ans, à un moment où les conclusions du GIEC n'étaient pas très différentes de celles d'aujourd'hui, quoique moins précises. Des initiatives furent prises à l'époque, comme la mise en place de la CCNUCC (Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques) à Rio en 1992, mais c'est leur mise en action qui fut inefficace.

Limiter le réchauffement à deux degrés supplémentaires par rapport à 1750, c'est significatif ? C'est ambitieux ?

En restant en dessous des deux degrés, on considère être capables de s'adapter sans trop de casse. Mais certains aspects sont déjà inévitables, en particulier la

À toutes les personnes concerné.e.s

Des polémiques paranoïaques et dérisoires autour d'un progressisme du langage.



© Lucie Bernard

« La langue de la république est le Français », stipule notre actuelle Constitution. À cet article (le deuxième), Guy Carcassonne fournit une explication claire et complète : « la langue française n'étant pas figée, la Constitution se réfère donc à une réalité évolutive, et la liberté d'expression interdit à quiconque de prétendre guider ou limiter cette évolution. Quant à l'usage obligatoire d'une terminologie officielle, et au bannissement de certains mots, le Conseil constitutionnel a rappelé qu'ils ne peuvent être imposés, au plus, qu'aux personnes morales de droit public ou aux personnes privées dans l'exercice d'une mission de service public ».

Pourtant la permanence de certaines distinctions héritières des structures de notre société paraissent de plus en plus insupportables à certains, tant et si bien que ceux-ci réclament leur bannissement et s'en prennent à leurs usagers. L'objectif, qui n'est pas dénué d'intérêt, repose sur l'idée que les mots font la réalité. Changer les mots permettrait donc d'effacer les discriminations.

Séduisant ; tentant même. Et cependant, il faut lutter absolument contre cette tentation constructiviste. Pour en expliquer la raison en peu de mots, on peut évoquer le topos prosaïque mais utile de cette citation – qui est anonyme et non pas de Voltaire – : « je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites mais je me battrais pour que vous puissiez le dire ». Si l'on retire l'usage de mots à ses adversaires, on les empêche de s'exprimer.

LES TRÉSORS DE LA LANGUE N'ONT PAS PART AUX POLÉMIQUES DE SOCIÉTÉ

Il ne s'agit pas de faire l'apologie de ceux qui défendent la phallogocratie, qui doivent d'ailleurs se faire assez rares, mais posons-nous la question : le groupe progressiste a-t-il le droit de choisir ce qui est bon dans la langue et de bannir ce qu'il juge mauvais ? Ce serait une remise en cause fatale de ce clivage universel, si nécessaire à la politique et à la démocratie, qu'est le clivage entre conservateur et progressiste.

Le problème vient de ce que l'on étend aujourd'hui le principe : « le racisme - l'antisémitisme n'est pas une opinion, c'est un délit », à d'autres secteurs. Or, comme

une opinion se juge sur les mots avec lesquels elle s'exprime, ces opinions-délits nécessitent la censure des mots employés. L'incompréhension des structures du langage et la paranoïa ambiante accroissent cette fébrilité langagière. Quand on lit par exemple qu'il est scandaleux que « défenseur » n'ait pas de féminin, on peut en rire ou en pleurer. On se plaindra bientôt que « escroc » soit exclusivement masculin ou « fleur » féminin.

Même si forcer les mentalités à se défaire de positions misogynes en empêchant d'employer les structures héritées de notre société patriarcale paraît juste, c'est un procédé totalitaire. De plus, une certaine forme de rapports entre la femme et l'homme, qui admet une différence entre eux, peut être défendue légitimement.

Rappelons-nous de George Orwell et de sa *novlangue* dans *1984*. Une langue qui retire jusqu'à la faculté d'émettre une pensée anti-système. Prenons garde à ne pas faire de même, malgré les meilleures intentions du monde.

Il faut pouvoir changer les mentalités en utilisant les structures de notre langue. Quand celles-ci auront changé, la langue suivra. « Purifier » notre langue de ses constructions témoignant d'un passé aujourd'hui condamné est vain. Le mot « Polynésie », avec sa racine grecque, ne témoigne-t-il pas de notre passé colonial ? « Protestant », de notre caractère intolérant par rapport à l'altérité religieuse ? Enfin s'il fallait un argument de plus pour convaincre que le masculin de certains mots n'a aucun rapport avec la discrimination, on prendrait l'exemple de l'anglais qui, sans distinguer le féminin ni le masculin, n'est pour autant pas moins la langue d'une société au moins aussi phallogocratique que la nôtre.

En dernière analyse, il faudrait s'interroger sur cette frénésie d'opposition qui caractérise non seulement ce féminisme mais aussi notre société tout entière. On veut en permanence différencier les jeunes des vieux, les femmes des hommes, les gays des hétéros (je ne suis pas exhaustif concernant les genres et les sexualités ; je discrimine à longueur d'article). En réalité, c'est le seul moyen qu'a trouvé notre capitalisme essoufflé pour renouveler des pratiques de consommation soutenant la fuite en avant qu'est la croissance. Je n'ai aucune honte à dire que Yourcenar est un excellent auteur et Balkany une odieuse crapule.

Ghislain Lunven

Des icônes du rock suspendues à leur jeunesse

de Servane Hardouin



Mick Jagger en 1976 et 2013

(suite de la première page) L'impression que l'identité se perd, qu'elle s'efface, que l'être se perd.

Pourquoi cette peur de la vieillesse ? Une peur de la perte du bonheur, de cette insouciance associée à la jeunesse, sans doute. Mais cette peur caractérise tous les hommes : serait-ce que les musiciens sont plus aptes à l'exprimer ? Paul McCartney, vingt-cinq ans, le formule si bien dans *When I'm Sixty-Four* (1967) : « *When I get older losing my hair / Many years from now / Will you still be sending me a Valentine... ?* » Cette peur peut aussi être propre aux musiciens : celle de perdre le talent, de contempler, impuissants, cette source de succès, de vie, leur échapper progressivement, de perdre le regard, l'attention, de perdre cette impression si stimulante d'avoir de l'importance.

Alors, pour fuir cette érosion du temps, faut-il préserver l'illusion, se conserver, se perpétuer soi-même dans le temps ? Ne rien changer, garder les mêmes habitudes, les mêmes vêtements, transposer les sixties au XXI^e siècle, se maintenir sous jeunesse artificielle ? Jagger, McCartney, Richards ou Dylan : nombreux sont ceux qui refusent de

vieillir, de céder, enchaînant tournées, albums et *come back*. À l'image de Mick Jagger, septuagénaire à l'attitude provocante, aux pantalons moulants, aux déhanchés lascifs et aux cheveux teints, ils se condamnent par la recherche de l'éternelle jeunesse à incarner le même rôle, à traîner à travers les décennies le boulet d'une apparence mimée. Dorian Gray du troisième millénaire, prisonniers de leur image, d'un passé mythifié mais révolu.

Mais en s'accrochant à leur *moi* passé, ne les contredisent-ils pas ? Ne contredisent-ils pas les valeurs qu'ils ont portées, celles d'une jeunesse insolente, ne contredisent-ils pas le personnage qu'ils ont été ? Roger Daltrey (The Who), poursuivant à 71 ans tournées et albums, nie celui qu'il était il y a 50 ans, celui qui affirmait dans *My Generation* « *I hope I die before I get old* »... Et finalement, ils en deviennent plus vieux. Des « papys » du rock, risées des temps modernes. Cette course infinie à la poursuite d'une jeunesse disparue les enferme dans des rituels passés et passistes, dans des habitudes tremblantes aux

Conservez-vous ?

de Victoire Barbin Perron

Réfrigérateurs, échafaudages, cellophane, musées, archives... De part et d'autre, on nous incite à conserver. À maintenir en un état continuellement présent ce qui devrait disparaître sous l'effet du temps. Contre-nature ? Pour-nature ? Étonnante en tout cas, cette manie de tout « garder » dans une société dynamisée par la consommation. Pourquoi conserver ? N'aurions-nous pas oublié ce que c'est précisément que conserver ?

Bras tendu. Épaule quasi-disloquée. Dents serrées. Sur la pointe des pieds, la jeune femme tente d'attraper la boîte d'œufs la plus retranchée du rayon. Dans un assaut de virtuosité, la proie cartonnée est attrapée. Fierté du chasseur-cueilleur : elle est estampillée d'un 16/11.

Pourquoi tant d'effort musculaire pour une date d'expiration ? « Pour avoir le temps ». De cuisiner le produit, de l'oublier jusqu'au « jour L » (limite). Car celui qui achète pour consommer, achète simultanément pour posséder. Or une pleine possession s'inscrit nécessairement dans un contrôle temporel : la douce sensation de maîtrise est atteinte si l'on peut disposer de l'œuf (ou autre) quand on veut, autrement dit moyennant de le maintenir dans un état donné pour un temps donné. La maîtrise, d'après ces équilibristes de grandes surfaces, est proportionnelle au temps de conservation. D'où peut-être l'attrait pour les boîtes appertisées – l'élite métallique de la conservation. Un an, deux ans, six ans, l'expiration est reportée par l'hermétisme. Grâce aux techniques toujours plus performantes de conservation, on semble maîtriser la nature en neutralisant l'impact de la dilatation du temps. Ainsi, bien que pêchée depuis quelques milliers de jours, la sardine baignant dans l'huile est toujours comestible.

Pourquoi conserver ? Pour faire durer. Ou plutôt pour retarder consciemment une disparition qu'on sait inévitable. Si l'on est conscient de l'impact limité de la conservation, et donc du caractère illusoire d'une maîtrise totale de la nature, pourquoi s'entêter à lutter perpétuellement contre son action ?

L'apprentie gymnaste à la douzaine d'œufs n'est qu'un exemple parmi d'autres. L'élan de conservation se décline chez l'homme sous de nombreux registres : résistance de la peau du senior à l'effet de gravité grâce aux élixirs de jeunesse, consolidation d'une charpente pour préserver un toit délabré...

L'homme vit à contre-courant de la décadence naturelle. Il y a un effort indéniable de vitalité, de maintien des parties qui nous appartiennent, et ce par anticipation de la destinée commune à tous les états. C'est ce que Spinoza nomme la « persévérance dans l'existence ». Formule efficace à entendre comme le maintien par l'homme *dans* et *de* l'existence. Ce n'est pas tant un but qu'une nécessité inhérente à soi. Dès lors, la conservation n'est pas à limiter à ce corps à corps avec le temps, mais à comprendre plutôt comme une affirmation de soi au moyen du maintien dans l'existence.

Un maintien qui justifie l'attention portée conjointement au superficiel et à l'intangible. Exemples ? C'est autant l'entretien d'un corps vif et musclé tel que ceux des amies de Bardamu dans le *Voyage*, que la fervente défense d'une idée face à ses détracteurs. Dans ce second cas, l'effort est décuplé : on ne lutte plus tant pour un maintien menacé par le temps que pour un maintien menacé par la rencontre avec d'autres existants, pour reprendre les termes spinozistes. Un nouvel exemple ? C'est l'ahan d'un sociologue tel que Michel Maffesoli, qui défend avec véhémence ses travaux que la plupart de ses pairs ne jugent pas légitimes, et qui, malgré tout poursuit ses recherches. La preuve, il publie cette année un

Jeunesse artificielle

quelles ils s'agrippent comme à un radeau en pleine tempête, ce qui ne les rend que plus vieux, plus dérisoires.

Ainsi le remède pour éviter de vieillir est, non d'importer la jeunesse dans le vieil âge, mais de repousser la vieillesse depuis le jeune âge. Vivre une jeunesse intense, vivre *tout*, pour n'avoir plus rien à vivre plus tard. Cultiver l'insolence, accumuler les provocations, les dénégations, chanter d'une voix contrefaite, se noyer dans la cigarette, vivre d'héroïne, de cannabis et de *Purple Haze* avec Hendrix, revêtir des pantalons moulants, se déhancher langoureusement, l'œil sombre, la posture androgyne, le corps en feu, finir le concert torse nu, en sueur, fracasser la guitare sur l'amplificateur... Le triptyque *sex, drugs and rock'n'roll* semble le moyen parfait de *vivre vite et mourir jeune*, ou de *vivre jeune et mourir vite*, de se cramper au plus vite. Comme le dit Young dans *My My Hey Hey*, « *it is better to burn out than to rust* » : mieux vaut crever que rouiller.

Cette vie dénuée d'horizon implique donc une fin rapide : *to burn young*, puis *to burn out*. Ceux qui composent le « club des 27 », Jones, Hendrix, Joplin, Morrison, Cobain ou Winehouse, happés par la vie à 27 ans ou plutôt, happés par cette jeunesse impertinente, par cette poursuite essoufflée du temps perdu. Celle-ci les détruit lentement, comme Jones, dont la consommation d'héroïne est devenue légendaire, et finalement leur est fatale, l'écarter des temps modernes qui au soleil de la jeunesse se brûlent les ailes. La mort incarne le succès de la quête : mourir jeune permet de figer à jamais une image précise de soi, celle d'une apothéose. Ainsi, pour conserver la jeunesse, la solution n'est pas de perpétuer son *moi* passé, mais d'y renoncer, tant qu'il est encore

temps. « Les 27 », foudroyés dans la fleur de l'âge, ont en ce sens atteint la jeunesse éternelle.

Mais, d'une certaine manière, la mort incarne aussi l'échec de cette quête, son constat. À un moment donné, un déclic, celui de l'impossibilité de rester jeune, du caractère inexorable de la vieillesse : le titre du morceau des Stones dédié à la mémoire de Jones, *You Can't Always Get What You Want*, n'est-il pas une référence à ce refoulement aux portes du paradis perdu, à cette main tendue qui n'a pas su attraper le Graal ? Le désespoir, le mal-être que ce constat entraîne fait paraître la mort séduisante. *I Hate Myself and I Want to Die* : c'est le titre que Cobain annonce pour le dernier album de Nirvana, rebaptisé *in extremis*. Cette volonté de lâcher le radeau, de se laisser sombrer, c'est aussi ce qu'expriment les « *no no no* » qu'Amy Winehouse oppose à la cure de désintoxication (*Rehab*), pourtant sa seule issue de secours.

Cependant, cette mort comme jeunesse éternelle, ancrée, figée, ne contredit-elle pas le désir originel, celui d'une jeunesse intense, dont le caractère éphémère fondait toute la valeur ? Il s'agissait de « vivre vite » : la mort, figeant l'image d'une jeunesse instantanée, détruit son essence même, la faisant passer de momentanée à éternité. Finalement, la mort n'a pas pour but de conserver la jeunesse à travers le temps, mais simplement de marquer l'apogée, et donc la fin, de cette quête insensée. Artistes fauchés en vivant à cent à l'heure, crash en pleine adrénaline, implosion de l'étoile étincelante ; la mort, acte positif, est une trace d'espoir, un appel de phares, une main tendue vers la postérité... une bouche aux lèvres appelantes qui murmure : « *souvenez-vous de moi* ». ■



nouvel ouvrage, *La France étroite* (Éditions du Moment) dans lequel il expose son concept de « post-modernité ». La conservation comme affirmation de sa force. Problème. L'affirmation de soi par la conservation est strictement relative à soi. Concrètement, elle prendrait fin lorsqu'on prend fin. En d'autres termes, la conservation comme seule affirmation de soi se réduirait à la temporalité dans laquelle s'inscrit le soi. Paradoxe. La conservation ne devrait-elle pas perdurer au-delà de toute relativité pour véritablement accomplir son dessein ? La conservation ne devrait-elle donc pas dépasser une neutralisation des effets du temps, ou une affirmation d'un être à une échelle individuelle ?

De fait, dans la conservation réside une ambition intemporelle. La conservation absolue n'est ni le produit d'un seul, ni même la persévérance d'être des individus. La conservation absolue, c'est précisément l'action collective des générations se succédant dans le cadre temporel qui régit nos sociétés. C'est par exemple le soin apporté à ce qui constitue notre patrimoine français, lequel perdure tant bien que mal siècle après siècle, à coups de nettoyages, de raccommodages, et d'autres gestes préservateurs. Problème (bis). Un nouveau paradoxe frappe à la porte de notre raisonnement. Com-

ment la conservation peut-elle réunir, alors qu'elle a pour objet une potentielle entrave à la conservation d'un autre ? Comment justifier un geste collectif alors que toute conservation d'un objet « a » ou d'un sujet « a » est un potentiel empiètement à la conservation d'un objet « b » ou d'un sujet « b », si l'ensemble de ces objets/sujets sont nécessairement destinés à partager le même espace-temps ? Résolution de cette interruption. La conservation absolue, c'est la conservation qui dépasse les intérêts individuels. Des lors, une conservation appliquée au groupe objet-sujet « a » ne saurait être prônée pour détruire le groupe objet-sujet « b ». La conservation qui dépasse une conservation relative, dont l'impact est strictement réduit à une échelle individuelle, c'est l'accès à l'intemporel. C'est la permanence au sein de la futilité de la vie mortelle.

Défi du jour ? Donner priorité à ses instincts de conservation : ne pas aller chercher le produit le plus reculé sur l'étagère, au risque de faire tomber la rangée d'aliments voisins ; participer plutôt à la conservation d'un objet rayonnant à une plus large échelle. Un exemple ? Entretenir activement notre cher patrimoine, cible d'attaques, que la simple formule tripartite de la République ne saura protéger. ■

Un patrimoine dénaturé par l'esprit de marché

de Maud Barret Berteloni et Caterina Prever



© Lucie Salmon

(suite de la première page) viennent des temples figés. Mais que reste-t-il à vivre, en somme, dans une ville muséifiée ?

La règle est la même pour la ville comme pour les musées : *regarder, mais sans toucher*. Sous cloche, empaillés, c'est ainsi que les centres urbains et les monuments sont conservés : le citoyen n'est que le spectateur de sa ville. En élevant les lieux de la vie civile au rang de « patrimoine mondial de l'humanité », on retire aux habitants la possibilité d'y vivre : ils risqueraient de les détériorer.

L'Italie détient probablement le primat concernant ce genre de politiques, comme avec le déplacement des universités hors du centre-ville, rendu piéton et hors d'accès des transports publics. À Florence, par exemple, si la tâche de réaliser un métro aurait paru trop ardue (fouilles archéologiques paralysant les travaux pendant quelques mois pour chaque mètre creusé), au nom d'une certaine beauté, le tramway n'a pas pu circuler devant la cathédrale. Cela préserve sans doute le charme du lieu, mais allonge quotidiennement le trajet de tous les habitants qui doivent le contourner.

Ce centre-ville a été fétichisé, investi d'un pouvoir extraordinaire aux frontières du magique : il porte à lui seul les legs d'une identité partagée. Soudainement, les murs et les rues deviennent porteurs d'une valeur – l'objet en soi est consacré.

Il semble que nous confondions les deux natures, les deux vérités du patrimoine : d'une part, la vérité fonctionnelle (le centre-ville ou ses monuments, comme théâtre de la vie civile), de l'autre la vérité formelle, qui n'est autre que son enveloppe architecturale ou urbanistique. En deux mots : nous avons confondu contenant et contenu, les pierres et le forum, le marbre des colonnes et le temple en toute sa sacralité. Un élément fondamental semble avoir été omis, à savoir que l'identité n'est rien sans ceux qui la partagent.

De plus, quand on croit que la propriété du monument, ce sont ces pierres empilées, ainsi que les murs vides de leurs occupants, exposés au tourisme de masse moyennant un prix d'entrée, il ne faut pas être surpris de découvrir sa reproductibilité. La Sorbonne est restée la Sorbonne, de Saint Louis au post-68, parce qu'elle a été le théâtre de recherches et de querelles ; mais si Venise devint Disney, une série d'attractions bien ordonnées, rien ne nous empêche de la reproduire en Chine, comme c'est le cas à Dalian, avec ses canaux et ses gondoliers. La Venise italienne, de son côté, a depuis longtemps été abandonnée par ses habitants. Nous sommes passés de 121,000 habitants en 1966 à 56,000 en 2014, notamment à cause des loyers trop élevés.

Il ne reste plus alors qu'une fiction commerciale, la mascarade carnavalesque de gondoles et de boutiques artisanales, dont la production a par ailleurs été délocalisée. Car ce qu'on nous vend aujourd'hui sous le label de patrimoine est une conception tout à fait particulière de celui-ci. Il suffit de se pencher sur les *tour operators* qui nous proposent

l'Europe en quatre jours. Que voir à Paris ? Les Champs Élysées, la Tour Eiffel, le Louvre, Versailles. Des symboles de pouvoir déliés de la vie quotidienne des habitants, qui le plus souvent ignorent presque tout de leur passé.

La politique de conservation est une politique de pouvoir et de marché. Les lieux de la vie urbaine sont expropriés et embaumés. Il ne reste que des reliques à visiter. Et pas n'importe lesquelles : les œuvres de grandeur. À ce propos, le choix des monuments préservés n'est pas anodin : toute vision historique est fondamentalement politique. L'exemple le plus flagrant remonte peut-être à un demi-millénaire : en 1536, lors de la venue à Rome de Charles Quint, tout juste victorieux de Tunis, toute la zone comprise entre le Palatin et le Capitole est expropriée. Deux cents maisons et quelques églises sont démolies pour faire place à la voie triomphale de l'empereur, parmi les ruines d'un passé où coïncident encore la capitale de l'Empire et celle de la Chrétienté. Il est intéressant de noter que la zone est à nouveau mise en valeur entre 1924 et 1932, lors de la construction de la *via dell'Impero*, reliant le Colisée à Piazza Venezia, autre allusion à l'héritage romain impérial. Par le choix de préserver certains monuments, on dresse le programme de la fondation d'une identité.

On assiste par ailleurs à une augmentation quantitative des sites préservés. Elle témoigne d'une sensibilité particulière dans notre société, avec l'abandon du syncrétisme qui transformait les obélisques en clochers, ainsi que d'une volonté de mettre la main même sur ce qui ne pourrait normalement pas être répertorié : identité collective, passé. Tout recenser, tout préserver pour le futur de l'humanité. Mais le processus encyclopédique n'est en fait qu'une accumulation du capital touristique... Les citoyens, eux, n'ont qu'à réinventer leurs vies ailleurs, dans les périphéries, forcés d'abandonner leurs places et leurs marchés pour les quartiers résidentiels où l'on se garde bien de créer des endroits publics où l'on puisse *se retrouver* et *créer une nouvelle identité*.

Ceux qui dénaturent le patrimoine pour le commercialiser prétendent agir au nom de la beauté. On affirme qu'il est nécessaire de la sauvegarder, qu'il faut la figer pour qu'elle puisse faire éternellement l'objet d'une contemplation extasiée. Mais on oublie que la beauté n'est que rarement le résultat d'une programmation précise, vouée à des fins esthétiques. Si nos villes sont considérées belles, ce n'est pas parce qu'elles sont construites pour l'être, mais parce qu'elles ont été pendant des années un laboratoire de citoyenneté en constante évolution. Conserver le patrimoine artistique d'une ville en le cristallisant ne fait alors que contredire sa plus profonde raison d'être. Il n'exige pas l'immobilité, mais le mouvement ; conserver réellement signifierait rendre aux villes leur rôle originel en permettant aux citoyens de se réapproprier des espaces qui leur appartiennent. Il y a, en effet, dans la vie civile, *une certaine beauté*. ■

Un chapelet de pensées sur les attentats

Montrer que la plume est plus forte que l'épée. Vérité dérisoire face aux événements, mais nécessaire, car avant d'agir, il faut penser. Loin des réactions hâtives et des appels à la radicalisation, rappelons comment se nourrit l'extrémisme : d'une escalade de la terreur. Bien agir, c'est agir dans le long terme, c'est préférer édifier plutôt que détruire, et comprendre plutôt qu'annihiler. De là, construire l'avenir, c'est donner les moyens à l'éducation, c'est intervenir avec et non contre les populations ; humaniste avant tout, l'action politique, c'est aussi compatir aux victimes, aux innocents de tous bords.

Louis Barchon

Je crois au journalisme, encore plus dans ces moments-là. S'il est difficile de bien informer, il est nécessaire de bien informer. Raconter, c'est montrer le réel tel qu'il est, sans caches ni indécences. Expliquer, c'est permettre de comprendre, sans excuser, ni juger. C'est dur, très dur, de le faire rapidement, sans pervertir les faits, sans déformer la réalité. Mais plus que jamais, je crois en un journalisme de qualité. Je l'ai vu, ce journalisme sobre et décent, dans le week-end des 14 et 15 novembre, et je crois en être fier, de ce journalisme à la française.

Ulysse Bellier

Les attentats du 13 novembre impliquent des changements majeurs pour notre société : au-delà des lourdes conséquences politiques, une précarisation. À présent, nous vivons avec cette pensée : « ç'aurait pu être moi, ça pourrait être moi ». Ces attentats sont radicalement nouveaux, parce qu'ils touchent

des lieux d'insouciance, intimes. Cette intimité est désormais envahie, bien qu'implicitement, par l'idée de la mort. À nous de nous demander comment vivre avec cette pensée sans entrer dans une spirale de violence.

Romane Le Roux

La définition du pluralisme est : « *société s'étant mis d'accord sur le fait d'exprimer des opinions divergentes* ». Les terroristes pensent avoir réussi leur coup : faire parler d'eux, faire en sorte que *Libé* et *Le Figaro* leur consacrent autant de pages. En clair : détruire le pluralisme par la réalisation d'un consensus soudain entre deux journaux d'opinions opposées. Les terroristes veulent instaurer une vision bipolaire du monde : eux d'un côté, l'Occident de l'autre. S'il te plaît *Libé*, s'il te plaît *Le Figaro*, ne tombez pas dans leur piège : continuez à défendre nos valeurs communes, mais surtout continuez à défendre votre identité journalistique.

Théo Dachary

Une différence avec les attentats de janvier : Pray for Paris, Pray for Humanity, Be United, Not Afraid, commémorations partout mais commémorations distinctes. Une certaine gêne aussi, à vouloir chercher les mots qui nous paraissent justes, mais par là même se démarquer. Manque de respect pour les victimes ? Division regrettable ? C'est bien là tout le défi : rester unis mais oui, tout en cherchant à comprendre pour contrer, dès le début et non trop tard, analyser pour, justement, ne pas finir le travail qu'ils ont commencé.

Margot Belguise

C'est le quotidien d'une France jeune qui a été visé, un quotidien fait de terrasses de cafés, de restaurants, de concerts et de flâneries. Spontanément, décider de se prendre un demi. Spontanément, se prendre une demie rafale. « Ne sortez pas de chez vous », disaient les panneaux d'affichage municipaux, « ne sortez plus de chez vous », nous signifiaient les tireurs. N'obéissons pas aux fanatiques : sortons, dansons, chantons maintenant.

Cassandra Begous

Si l'on acceptait notre manque de compréhension ? L'État s'évertue à riposter sans comprendre que la nature de la « guerre » a changé, est inédite. Réticence idéologique d'abord, amalgame avec l'islam, mais aussi paradigme civilisationnel et manque d'attention envers les stratégies et visées à long terme de Daech, occultent les bonnes questions. Entre le 07/01 et le 13/11, c'est la même riposte, même réaction européenne-centrée, même solidarité internet avec # à foison, photos de profil, même témoignages des politiques, même émotions, horreur et valeurs revendiquées. De nouvelles grilles de lecture et moyens d'action sont à invoquer.

Anne-Louise Nègre

Cette guerre non plus n'aura pas lieu. Ou si elle advient, ce sera par écrans interposés. Comme la guerre du Golfe, elle sera manipulation et dissuasion – celle de l'information qui fait notre réalité. Un hiatus entre discours et réalité s'est créé : il n'y pas de choses, mais des faits, et ces faits

sont des narrations. Simplement, elles sont économicisées : la logique médiatique est avant tout une logique de marché (il y a la demande et il y a l'offre des faits) ; si personne ne s'y soustrait, voilà à quoi ressemblera notre réalité. Quand bien même nous serions en guerre, nous serions pris entre deux fronts. Alors, il ne reste qu'à s'arroger une place sur ce champ d'institution de la réalité ; retourner à la source, sortir de l'attrait ; là où l'information est liquide, retourner à l'austère solidité des faits.

Maud Barret Berteloni

Il n'est plus temps de chercher le dysfonctionnement sécuritaire, la faille existera toujours. Il nous faut saisir quelles sont les causes structurelles de la menace et lutter de façon pragmatique. Identifier nos ennemis, ceux qui sont à la source de la prospérité du terrorisme. Accepter les négociations avec des États essentiels à la stabilité du Moyen-Orient. Ne pas recourir au droit d'ingérence : qui sommes-nous pour déterminer ce qui est le Mal ?

Arnaud Miranda

L'horreur nous donne chair et donne chair à l'autre. L'horreur nous déshabille. Et nous nous tenons là, hagards, ébahis de découvrir ceux qui sont nos pairs, quand autrefois l'idée de communauté nous faisait doucement sourire. L'horreur nous rappelle qui sont ces êtres, dont notre petite individualité pensait se passer, l'horreur révèle le beau, l'horreur révèle le laid, l'horreur nous met face, brutalement, à l'homme.

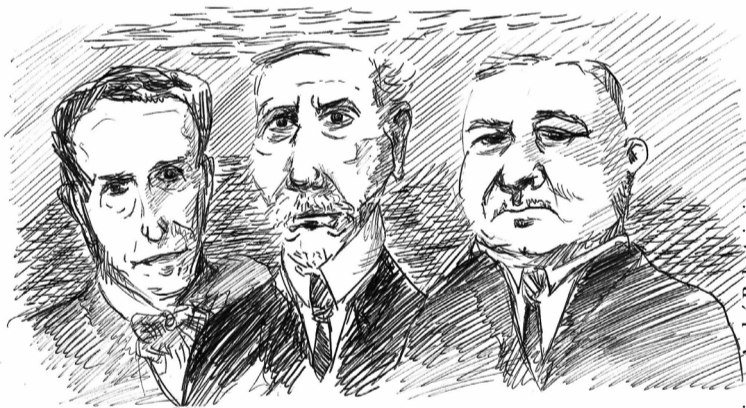
Juliette Jourde

Qu'est-ce qu'une littérature réactionnaire ?

La droite littéraire française et le fascisme des années trente

« *Que vienne donc enfin le temps de l'action !* », écrit Lucien Rebatet dans *Les Décombres*, célèbre essai paru en 1942 et réédité tout récemment. La supplication vengeresse du collaborationniste marque la rupture de ce dernier avec une droite qu'il juge trop conservatrice, trop peu révolutionnaire. Avec Brasillach et quelques autres, Rebatet commence alors à se réclamer du nazisme, contrairement à leur ancien maître Charles Maurras qui se montre, tout antisémite qu'il soit, sensiblement moins à l'aise avec l'occupant. La recomposition des droites est d'ailleurs à l'œuvre avant la dé faite : ainsi, quand *L'Action française* de Maurras conserve une ligne traditionaliste, vigoureusement anti-germanique, une nouvelle presse fasciste se développe autour de l'hebdomadaire *Je suis partout*. Alors que le royaliste Maurras souhaite ressusciter, à rebours de l'histoire, tout un pan fantasmé de l'héritage national, ses jeunes disciples hérétiques éprouvent, selon l'expression de Rebatet, « *une admiration grandissante pour Hitler* », et Mussolini. Cette relative dualité des opinions réactionnaires se traduit alors littérairement par des nuances esthétiques.

L'Action française prône un classicisme strict, en réaction à l'esprit romantique prétendument importé d'Allemagne. Pour Maurras, toutes les dimensions de l'existence doivent être soumises à un même souci de l'ordre, dont l'autoritarisme politique n'est qu'une expression parmi d'autres. Ainsi, jusque dans sa forme, la langue littéraire doit être imprégnée de cette conception : « *Le rythme est un principe d'ordre* », écrit le chef de l'A.F. qui semble accrédi ter l'affirmation fameuse de Roland Barthes, tirée de sa leçon inaugurale au Collège de France : « *La langue [...] est tout simplement fasciste ; car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire* », à exprimer un ordre symbolique qui se perpétue à l'avan-



Une chouette équipe. — "Action, Réaction." © Pierre-André Balestrieri

ture révolutionnaire. Quand les maurrassiens souhaitent encore restaurer la monarchie, l'avant-garde fasciste entend faire advenir une société nouvelle, tout aussi différente de l'Ancien Régime que de la France républicaine. Tout un pan de l'intelligentsia oscille alors entre l'attachement à un passé mythique et la volonté de construire un nouveau régime d'autorité. C'est pourquoi la réaction en vient à épouser d'autres formes que le seul classicisme, y compris parmi les compagnons de Maurras : Léon Daudet vitupère ainsi, dans des textes terriblement injurieux, le « *stupide dix-neuvième siècle* » romantique et démocrate. Ce descendant de républicains célèbres, qui a été l'un des premiers à soutenir Proust, puis Céline, confère à l'injure une fonction stratégique, qu'il présente en ces termes dans l'un de ses pamphlets : « *Les polémiques ad principia ont leur autorité et leur prix. Mais elles ne deviennent percutantes qu'en s'incarnant, en devenant polémiques ad personas [...]* » (*Le Stupide dix-neuvième siècle*, 1922). Chez Rebatet, les attaques *ad hominem* ont presque un caractère comique, lorsque le pamphlétaire tourne en dérision les ridicules de son camp. Dans l'un et l'autre cas, la brutalité de la verve contrevient à l'idéal classique de modération.

Ce glissement peut être interprété dans deux sens contraires : d'abord, comme l'expression d'une certaine volonté d'en découdre, à une époque où le parlementarisme républicain semble pouvoir être abattu ; ensuite, comme le résultat d'une crispation du mouvement conservateur, incapable de restaurer, en bloc, l'Ancien Régime. La réduction de la critique à l'injure, dans la pensée de Rebatet notamment, marque donc l'échec d'une littérature datée, trop indissociable de l'époque qu'elle dénigre pour conserver toute espèce de lisibilité.

Matthieu de Vallavieille

Errata

L'entretien avec Jean-Marc de La Sablière qui figure sur la page 5 du numéro de novembre contient deux erreurs. Les phrases correctes sont :

- De l'autre côté Assad, qui dit combattre le terrorisme, a favorisé et laissé prospérer Daech.
- Cela étant, ce qui peut être fait dans le sens d'une limitation de l'exercice du droit de veto par les cinq permanents sur la base du volontariat comme le propose la France actuellement dans le cas de génocides et autres massacres de grande ampleur, est intéressant. Nous vous prions de nous en excuser.

Suivez-nous !

Retrouvez-nous sur www.lagazelle.net

www.facebook.com/journal.lagazelle

[@GazelleinterU](https://twitter.com/GazelleinterU)

Crédits

Directeur	Mario Ranieri Martinotti
Rédacteur en chef	Augustin Langlade
Directeur artistique	Thibaud Klein
Responsables des rubriques	Arnaud Miranda, Ludovic Fillols, Etienne Rabotin, Chloé de la Barre
Trésorier	Ghislain Lunven
Dessins	Lucie Salmon, Esther Léo Gerard, Cyril Glerum, Lucie Truchetet, Morgann Barbara Pernot, Lucie Bernard, Elie Beressi, Pierre-André Balestrieri, Alexia Charoud
Relecture	Antoine Dumaine-Martet, Anne-Sophie Arissian
Rédacteurs	Mélame Laforestrie, Servane Hardouin, Victoire Barbin Pernot, Matthieu de Vallavieille, Maud Barret Berteloni, Caterina Prever, Margaux Fouquereau, Thomas-Louis Novillo, Franck Nguetsop Melaga, Sydney Heersink, Clémence Ruppli, Laura Astier
Partenariats	SciencesPo